

LE RAPPORT DES SERVICES SECRETS AMERICAINS

Une victoire pour l'Iran ?

Cédric Poitevin, Chercheur au GRIP

Le 3 décembre 2007, quelques jours après que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies et l'Allemagne se sont mis d'accord sur un renforcement des sanctions à l'égard de l'Iran, était rendue publique la synthèse d'un rapport des 16 agences américaines de renseignement sur les intentions et les capacités nucléaires de Téhéran[1].

Ce rapport, aussi connu sous le nom de National Intelligence Estimate (NIE), a bénéficié d'une importante couverture médiatique aux Etats-Unis et partout dans le monde : d'une part, parce qu'il nuance les précédentes estimations de la communauté américaine du renseignement datant de 2005, et d'autre part, parce qu'il représente un clair désaveu de la politique de l'administration Bush. Pourtant, ses conclusions ne permettent d'éclaircir ni les intentions, ni les capacités nucléaires de Téhéran.

Un rapport tout en nuance

Le NIE dresse un tableau très nuancé des intentions et des capacités nucléaires iraniennes. Il estime que Téhéran aurait mené jusqu'à l'automne 2003 un programme nucléaire militaire, qu'il aurait interrompu principalement en raison de la pression et de la surveillance internationales accrues résultant de la révélation de ses activités nucléaires jusqu'alors non déclarées.

Par la suite, il aurait poursuivi son programme nucléaire civil dans ses installations déclarées auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et n'aurait pas relancé son programme militaire. Parallèlement à ses activités légales, l'Iran continuerait de développer « une série de capacités techniques qui, si la décision en était prise, pourraient être appliquées à la production d'armes nucléaires » (à savoir, l'enrichissement et le retraitement de l'uranium)[2].

Les services américains de renseignement estiment donc « avec un degré de certitude moyen à élevé que Téhéran laisse à tout le moins ouverte l'option de développer des armes nucléaires » et qu'il « possède la capacité scientifique, technique et industrielle pour produire à terme des

armes nucléaires dans l'éventualité où il le déciderait ». Toutefois, il ne serait techniquement capable de produire de l'uranium hautement enrichi en quantité suffisante pour développer une arme nucléaire qu'à partir de 2010-2015[3].

Une défaite pour l'administration Bush

La publication de ce rapport est un terrible revers pour les derniers « faucons » de l'administration Bush. Elle symbolise l'érosion de leur influence au profit des « réalistes », comme Condoleezza Rice et Robert Gates, qui dirigent déjà les négociations sur le nucléaire nord-coréen et ont maintenant l'opportunité de faire de même avec ce que le président avait présenté comme le dernier grand dossier de politique internationale de son mandat.

Plus fondamentalement, les services de renseignement désavouent clairement la politique de l'administration Bush et démontent les arguments qu'elle avançait pour justifier ses ambitions belliqueuses. Il en ressort que Téhéran n'est pas un « Etat voyou » irrationnel déterminé à obtenir l'arme atomique à n'importe quel prix.

Au contraire, ses décisions sont régies « par une approche coûts-bénéfices », comme le montre l'interruption du programme militaire en 2003 sous la pression de la communauté internationale. Dès lors, la crise actuelle peut être résolue par la négociation[4], mais certainement pas par la force, car un renoncement iranien au militaire ne pourrait être que volontaire et serait par essence réversible.

Une victoire pour l'Iran ?

S'il s'agit d'un revers incontestable pour l'actuelle administration américaine, le NIE n'est pas pour autant la victoire que le président iranien Mahmoud Ahmadinejad s'est empressé de proclamer.

Premièrement, bien que le document estime que Téhéran ne mène actuellement aucune activité illégale, il dit aussi que ce n'était pas le cas avant l'automne 2003 et que cette option reste aujourd'hui ouverte. En outre, le NIE est et reste un document reprenant des estimations élaborées

par les services secrets d'un Etat. Il n'a, en aucun cas, la valeur d'un rapport réalisé par des inspecteurs de l'AIEA, dont l'autorité et la compétence sont reconnues par l'ensemble de la communauté internationale. Ce n'est pas le NIE, quelle que soit la véracité de ses propos, qui lavera l'Iran des soupçons internationaux.

Par ailleurs, le NIE ne dit pas que l'Iran a renoncé en 2003 à obtenir l'arme atomique. Il déclare uniquement qu'il a interrompu ses activités strictement militaires en 2003. Autrement dit, Téhéran pourrait avoir changé de stratégie mais pas d'objectif.

En fait, le NIE renforce l'idée qu'en 2003, les autorités iraniennes auraient, face à la pression de la communauté internationale, opéré un changement tactique en décidant d'interrompre toute activité non déclarée et de ne poursuivre que les activités permises par le TNP. Le calcul de Téhéran aurait alors été de se doter, en toute légalité, d'une infrastructure nucléaire civile très élaborée, qui lui permette de se réserver l'option militaire en cas de nécessité.

Toutefois, l'Iran tire un profit politique certain des répercussions de la publication du NIE, dont l'influence sur l'évolution de la crise actuelle s'est déjà fait ressentir.

En premier lieu, la possibilité est désormais écartée qu'une action militaire soit menée contre l'Iran par l'actuelle administration américaine. De plus, le fragile consensus qui avait été trouvé au sein du Conseil de sécurité pour mettre en place de nouvelles sanctions, a volé en éclat. En effet, alors que les Etats-Unis, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni ont déclaré que le programme nucléaire de l'Iran demeurerait un sujet de préoccupation, la Russie et la Chine ont saisi l'occasion pour reconsidérer leurs positions.

Dès lors, le report ou l'affaiblissement de futures sanctions entraînera vraisemblablement une prolongation de la crise, dont le seul bénéficiaire sera une nouvelle fois Téhéran qui pourra poursuivre son programme nucléaire sans craindre de réels retours de flamme.

Tirer les bonnes conclusions

Bien que le NIE soit une défaite pour l'administration Bush et que l'Iran en tire un profit politique certain, ce serait une erreur de surestimer ses implications dans la crise actuelle car fondamentalement, la situation ne change pas. En effet, le programme nucléaire actuel de Téhéran, étant donné ses applications militaires potentielles et la défiance iranienne vis-à-vis des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies,

demeure un sujet de préoccupation majeure pour l'ensemble de la communauté internationale.

Si l'Iran veut engranger une véritable victoire, il doit ratifier le Protocole additionnel au Traité de non-prolifération (TNP) permettant aux inspecteurs de l'AIEA d'accéder à toutes ses installations, qu'elles soient déclarées ou non. Ce serait une excellente manière de prouver sa bonne foi et sa volonté de transparence. Dans le cas contraire, il sera impossible de faire la lumière sur la nature de ses activités nucléaires passées et présentes.

De leurs côtés, les Etats-Unis devraient saisir l'opportunité offerte par le NIE pour changer de politique et prendre la direction d'une nouvelle stratégie internationale. L'actuel refus des grandes puissances de négocier tant que l'Iran ne cesse pas ses activités sensibles d'enrichissement de l'uranium, joue en leur défaveur et n'empêche pas Téhéran de développer son programme nucléaire.

Une option pourrait être que la communauté internationale accepte, sans condition préalable, de rouvrir les négociations avec les autorités iraniennes tout en définissant clairement les enjeux de ces nouvelles discussions. Si l'Iran coopère, il en tirera de grands bénéfices, comme la levée graduelle des sanctions et la normalisation de ses relations avec Washington, mais dans le cas contraire, il s'exposera à de nouvelles sanctions beaucoup plus lourdes qu'actuellement[5].

Cette stratégie présenterait le double avantage de débloquer la situation actuelle et surtout de permettre de tester les intentions de Téhéran à l'aune de sa coopération dans le nouveau cycle de négociations. Bien que son succès ne soit pas garanti, elle paraît néanmoins être la seule voie possible pour sortir de l'impasse actuelle.

in : Les nouvelles du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), 14.12.2007, voir aussi www.grip.org

[1]. National Intelligence Estimate, « Iran : Nuclear Intentions and Capabilities », 3 décembre 2007, disponible sur http://www.dni.gov/press_releases/20071203_release.pdf

[2]. Les citations du NIE proviennent de la traduction réalisée par le quotidien Le Monde dans son édition du 6 décembre 2007.

[3]. Le rapport avance également la fin de l'année 2009 mais estime « que cette éventualité est très improbable ». Par ailleurs, il estime « avec un haut degré de certitude que l'Iran ne sera pas techniquement en mesure de produire et de retraiter suffisamment de plutonium pour fabriquer une arme nucléaire avant 2015 environ ».

[4]. Selon le rapport, « une combinaison de menaces, d'une surveillance et de pressions internationales accrues, alliées à des opportunités offertes à l'Iran d'assurer sa sécurité et son prestige, et d'atteindre ses objectifs d'influence régionale par d'autres moyens, pourrait - à condition que les responsables iraniens la perçoivent comme crédible - inciter Téhéran à prolonger l'interruption actuelle de son programme d'armes nucléaires ».

[5]. Pour une explication plus détaillée de cette nouvelle stratégie, voir C. POITEVIN, Iran - Nouvelles sanctions ou nouvelle stratégie ?, Note d'analyse du GRIP, 30 novembre 2007, disponible sur <http://www.grip.org/bdgp/pdf/g0956>